
DUBLIN – Réunion conjointe du Conseil de l'ICANN et la ccNSO
Mardi 20 octobre 2015 – 09h45 à 10h45 IST
ICANN54 | Dublin, Irlande

STEVE CROCKER :

Mesdames et messieurs, veuillez prendre place dans la salle, s'il vous plaît. Nous allons reprendre. Bienvenue à tous. C'est un plaisir de vous retrouver. Comme j'allais le dire : ces réunions sont toujours limitées en termes de temps. Donc, on essaie de tirer parti du temps qui nous est consacré pour aborder les questions les plus importantes et pouvoir interagir avec vous.

Avant de faire cela, j'aimerais vous rappeler qu'on est à une période de l'année où il y a des changements au sein du conseil d'administration. J'aimerais vous présenter les nouveaux membres du conseil d'administration cette année.

Lito, Lousewise et Ron : pourriez-vous vous lever, s'il vous plaît ?

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Comme vous pouvez l'imaginer, pour répondre partiellement à votre question, nous avons énormément de points à notre ordre du jour – aujourd'hui et demain. Pour revenir à votre question, Steve, sur le deuxième point de l'ordre du jour. Mais d'abord, j'aimerais céder la parole à Keith qui va nous mettre à jour sur l'état des ICP-1 et les principes GAC et quels sont les implications.

KEITH DAVIDSON :

Bonjour à tous. La mise en œuvre FOI a été approuvée par le conseil d'administration de l'ICANN lors de la dernière réunion. Becky et moi-même avons été nommés par les membres de la ccNSO pour être à disposition pour aider sur les questions liées à la mise en œuvre.

Je peux vous dire que nous avons eu un travail très productif avec le personnel IANA et nous avons énormément progressé. Donc, nous nous réjouissons de voir que certains aspects de la mise en œuvre, y compris le retrait des références à l'ICP-1 et les principes 2000 du site web de l'IANA. Certains des ccTLD font partie de l'approbation pour la proposition de noms pour la transition IANA.

Donc, nous saluons que cela a été fait. Peut-être qu'il va y avoir quelques problèmes cet après-midi lors de la

présentation du rapport IANA. Donc, on verra, mais ça va être très utile pour les ccTLD qui ont approuvé la proposition de noms une fois que ce travail va être fait. Il serait bon d'avoir un aperçu, une idée, de la date à laquelle cela va être fini. Je n'attends pas une réponse claire, mais, si d'ici les prochains jours, on pouvait avoir une idée, ce serait très bien.

CHRIS DISSPAIN :

Puis-je répondre brièvement, Byron ?

Merci, Keith.

Vous vous réunissez avec le personnel IANA cet après-midi, n'est-ce pas ?

Donc, vous allez poser des questions par rapport à ce processus d'archivage et par rapport au calendrier.

Bon, si vous n'obtenez pas de réponse : faites-le moi savoir et on va voir ce qui va se passer.

Je ne sais pas quel est le processus en cours par rapport aux archives, mais attendons de voir ce qu'ils disent. Si vous avez besoin d'aider, n'hésitez pas à m'en faire part.

KEITH DAVIDSON :

Merci.

BYRON HOLLAND :

Y a-t-il d'autres questions/interventions/commentaires sur cette thématique ?

Vous voyez ici, à l'écran, l'ordre du jour. Le deuxième point à cet ordre : nous aimerions connaître l'avis du conseil d'administration sur une discussion qui a eu lieu au début de la semaine. C'est le besoin potentiel d'une réunion entre les sessions concernant la proposition finale du CCWG sur la responsabilité.

Peut-être qu'il y aurait des changements matériels à apporter à la proposition dans sa troisième version ? Nous aimerions connaître l'avis du conseil d'administration à savoir : si des changements de fond sont faits, pensez-vous qu'il faudra organiser une réunion intersessions ? Donc, quand est-ce que cela pourrait avoir lieu ?

STEVE CROCKER :

En fait, je suis un peu surpris.

Du point de vue du conseil d'administration, nous pouvons le faire, mais je ne pense pas que ce soit notre travail de prendre une décision sur le fait de savoir si une réunion intersession est nécessaire ou pas. Le conseil

d'administration n'a pas besoin d'organiser ou d'appeler une réunion intersession.

Ça dépend de ce dont a besoin la communauté.

BYRON HOLLAND :

Oui, je vais peut-être développer un petit peu.

Il semblerait qu'une troisième proposition inclurait ou impliquerait un changement de fond sur cette troisième version. Là, je m'avance un peu, mais il semblerait que ce soit le sentiment qui est prévaut actuellement.

Est-ce que, dans ce cas-là, les membres du conseil d'administration seraient d'accord pour une réunion face-à-face – physique – pour examiner le fond de la proposition 3. Donc, une réunion intersession ?

CHRIS DISSPAIN :

Oui – un petit peu d'informations.

Je crois, Byron, que les CC ont toujours dit – pour reprendre ce qu'ils ont dit – qu'ils n'aimeraient pas donner leur accord pour la proposition 3.

Pourquoi ?

Qu'est-ce que veulent les SO et AC de manière individuelle ? Est-ce qu'elles le veulent individuellement ou avec le conseil d'administration ou le GAC ?

Deuxièmement, est-ce que la communauté, dans son ensemble, a le sentiment qu'il est nécessaire d'organiser une réunion finale où le rapport final serait débattu ?

Je pense que, personnellement, la réponse est oui. On peut toujours organiser ce genre de choses. La question est de savoir s'il y a vraiment un désir tel que celui-ci.

Est-ce que j'ai répondu à votre question ?

BYRON HOLLAND :

Oui, tout à fait.

Vous y avez très bien répondu. Ce que je crois comprendre – d'après ce que vous avez dit – c'est qu'en fonction de ce que les groupes de la communauté individuelle demande au conseil d'administration, il serait disposé ou plutôt, l'ICANN pourrait organiser une réunion intersession ?

FADI CHEHADE :

Oui. Nous allons attendre l'expression de la part des organisations. Si elles disent qu'elles sont d'accord pour une réunion virtuelle, en particulier maintenant où nous

avons les moyens nécessaires pour organiser des interactions par vidéo – d'autres préfèrent se réunir en personnes.

La seule chose que j'aimerais ajouter, c'est que certaines de ces demandes se concentrent sur la première partie de décembre. Là encore, ça dépend des demandes qu'on va recevoir. Il faut, en tout cas, que notre équipe commence à y réfléchir et voir quelle est la direction.

Là encore, ça dépendre des instructions que nous donnent les SO et AC.

CHRIS DISSPAIN :

Du point de vue logistique, je pense qu'une demande est une demande. Mais, si on a deux, trois ou quatre demandes : ce qui serait logique, c'est d'avoir une réunion et pas plusieurs. Tout ça dépend du nombre de demandes qu'on reçoit ou si on reçoit une demande pour organiser une réunion.

STEVE CROCKER :

Oui, ça a été intéressant, cet échange.

J'aimerais revenir sur ce que vous avez dit, mais peut-être avec un point de vue différent.

Quand cette proposition va arriver, il se peut qu'il y ait des points de controverse qui vont engendrer un certain malaise dans certains groupes. Donc, l'objectif d'une réunion face-à-face serait de « négocier » ou bien, il se pourrait que la proposition qui émane s'oriente davantage vers un consensus et que ce qu'on recherche, c'est la possibilité de se réunir, d'être à l'aise et d'essayer de mettre en place un processus de compréhension et de réunion.

Voilà, pour moi, l'objectif d'une réunion intersession.

Pour ce qui concerne la prochaine proposition, l'une des questions qu'on nous pose le plus souvent est la suivante : allons-nous avoir besoin d'une période de commentaires publics ? Et une question de calendrier. Donc, tout cela est lié.

Pour ce qui concerne la logistique, je pense que notre équipe de réunion, notre équipe de soutien qui travaille d'arrache-pied est toujours prête. Il suffit de demander et ils savent très bien comment s'y prendre. Il n'y aura pas de problème.

FADI CHEHADE :

Je pense que la note optimiste est que j'espère que cette semaine, nous allons pouvoir finaliser ce qui va être présenté : proposition 1 ou proposition 2. Mais, je suis sûr que, cette semaine, on va pouvoir voir les grandes lignes et j'espère que la communauté aura la possibilité, dans les 48 prochaines heures, d'analyser, de parler de ces grandes lignes. Donc, qu'on va pouvoir s'assurer qu'il y a un dialogue en place.

Mais, comme mon chef l'a dit, on a toujours la possibilité d'organiser cela, mais on veut s'assurer que la communauté a les moyens de délibérer. Vous avez notre engagement là-dessus.

BYRON HOLLAND :

Y a-t-il des commentaires ou des questions ?

CHRIS DISSPAIN :

Vous voulez dire sur la logistique ou sur la transition générale ?

BYRON HOLLAND :

Sur la transition générale avant qu'on passe à la mise en œuvre.

Nigel ?

CHRIS DISSPAIN : Je sais que George avait quelques questions aussi.

NIGEL ROBERTS : Quand il s'agit de la logistique et aussi en pensant qu'il y aura peut-être un face-à-face, je voudrais être d'accord à 100%. Je voudrais surtout surligner ce que Chris a dit.

Il a identifié deux domaines, pas seulement au sein du ccNSO, mais aussi, il a souligné le fait qu'il y a besoin d'une communication avec la communauté. Le ccNSO est assez unique, car il y a un troisième élément qui n'a pas été considéré, d'ailleurs. Ces ccTLD qui ne sont ni dans le GNSO ou dans le ccNSO. Quand on parle de sensibilisation, on doit penser à l'effort soutenu final pour engager ces ccTLD.

Les gens à qui nous n'avons peut-être parlé, il y en a un ou deux de ccTLD qui ne sont pas membres et qui ne sont pas actifs ou qui ne sont pas membres et qui, malgré tout, sont très actifs. Par contre, ils sont en minorité. Il doit falloir absolument atteindre tous ces gens.

CHRIS DISSPAIN : Je pensais que Paul leur avait parlé.

Donc, on a des ccTLD qui ne sont pas membres du ccNSO, qui ne viennent pas forcément, ou qui viennent quand même aux réunions. Ils ont toujours l'opportunité de participer. Ils ont toutes les opportunités. Nous essayons de les faire participer au maximum. Je ne voudrais pas trop pousser, non plus, parce qu'on sera au-delà du AT 20 et ce sera ridicule.

GEORGE SADOWSKY :

Merci.

BYRON HOLLAND :

Juste pour vous rappeler qu'il y avait beaucoup de sensibilisation qui a été faite vis-à-vis de la communauté entière des ccTLD. Durant le processus CWG, tous les ccTLD, au niveau mondial, ont été informés. Bien sûr, s'ils faisaient attention, on peut amener le cheval vers l'eau, mais on ne peut pas le faire boire. On ne peut pas l'obliger à boire.

Ils ont eu l'opportunité de participer au processus et beaucoup de membres qui n'étaient pas ccNSO l'ont fait. Le co-président des ccNSO du groupe CWG n'est pas membre du ccNSO, par exemple.

Il y a eu beaucoup de sensibilisation qui a été faite au sens large. La communauté ccTLD : je crois qu'il y en a 155 au ccNSO alors qu'il y a 193 ccTLD. Ça représente tous les domaines. Tous ces ccTLD sont bien représentés en grande majorité.

La réponse pour la deuxième question de George : est-ce que les membres ccNSO au sein du CCWG reflètent justement ou exactement l'opinion générale du ccNSO. Il y a des opinions différentes, bien sûr, dans nos membres nommés, même au sein de la communauté ccNSO.

Disons que, durant la journée et demie de notre réunion de notre unité constitutive, nous allons pouvoir avoir une opinion très exacte de la salle et nous allons rappeler à nos membres qu'ils sont là pour écouter. La volonté du public est de représenter cette volonté vis-à-vis du CCWG et aussi refléter cette opinion CCWG vers le ccNSO.

Ils ont un rôle à deux sens. Nous allons leur rappeler tout de même qu'ils doivent écouter le ccNSO et ramener tout cela vers le CCWG.

PETER VAN ROSTE :

Voici ma première question. En addition des efforts du ccNSO pour communiquer avec le CCWG, il y a eu

beaucoup de résultats vis-à-vis des organisations régionales. Je peux parler en mon opinion de mes collègues sur le LACTLD et les autres, en addition au message qui a été envoyé par courriel – et aussi par les face-à-face.

On a passé énormément de temps à discuter ces sujets en termes de chiffres, de nombre. Nous avons 12 membres qui ne sont pas membres du ccNSO dans à peu près 40 régions.

Le représentant du ccTLD parle à tout le monde de la communauté et nous avons souligné que les opinions étaient exprimées dans les débats. Ces opinions reflètent bien les discussions qui sont en cours. Nous avons fait des déclarations jointes durant l'Assemblée Générale à Copenhague, d'ailleurs. Les 52 membres étaient là et soutenaient ce point de vue. Ce point de vue a été vraiment suivi à travers tout le processus, pas seulement au CCWG mais aussi au CWG.

BYRON HOLLAND :

Merci, Peter. Merci d'avoir surligné son travail dans les IRO. Tout le monde a collaboré avec les IRO qui ont fait beaucoup de sensibilisation au de-là de ce que fait le ccNSO. Cela revient vers la question du départ. Tous les ccTLD ont eu l'opportunité de participer dans ce processus.

Y a-t-il d'autres commentaires ou questions sur ce point à l'ordre du jour numéro 2 ?

Donc, nous allons passer au point 3 : la mise en œuvre des processus, lorsqu'il s'agit des propositions du CWG, du CCWG. Pour avoir une idée de comment est-ce que l'ICANN pense commencer à gérer le processus de mise en œuvre. Bien sûr, la question est que : on assume que la proposition va être réussie. Si on assume que ce sera le cas, comment est-ce qu'ICANN prévoit le processus de mise en œuvre ? Comment est-ce que vous voyez, comment est-ce que le travail avec le CWG et le CCWG, quand il s'agit de rôles et responsabilités et la communauté At-Large ? Aussi au niveau de la chronologie du calendrier, nous savons que nous avons du temps, mais pas assez. Il n'y a pas beaucoup de temps. Donc, que va être la séquence d'événements ? Est-ce que ça va être régulier avec ce que le NTIA pense faire comme travail avant la certification possible ?

STEVE CROCKER :

Je voudrais suggérer le fait que, quand il s'agit du CWG, il y a des problèmes de mise en œuvre opérationnelle : comment est-ce que les mises à jour sont faites pour le groupe ? Qu'est-ce qui se passe au sein du groupe ? Par rapport à la responsabilité ou les changements de

procédures contractuelles et surtout sur le CCWG avec les changements de statuts qui vont avoir lieu ?

En terme général, je diviserais cela en deux groupes de mise en application. Je pourrais parler un peu de changements de statut et la vitesse avec laquelle nous pouvons faire cela. Je voudrais demander à Fadi de parler des aspects opérationnels à moins que vous pouviez raffiner un peu la question, parce qu'il y a énormément de parties qui sont incluses.

FADI CHEHADE :

Au plus haut niveau, le plus large, le plus général, nous avons mis en place un bureau de gestion de programme qui est mené par Trang qui va vous donner des détails. Nous avons donc mis du personnel dans ce bureau. Il est mis en place : il a un programme qui doit être mis en œuvre. Ça a été visé, comme je l'ai dit dans ma cérémonie, nous avons trois groupes de travail, trois parties de travail. Il y a un système de gestion régionale où nous avons fait énormément de progrès, parce que cela comprend des discussions très compliquées avec le gouvernement des États-Unis et de VeriSign. Nous avons énormément participé là-dessus. C'est très important de se souvenir que nous ne pouvons pas tout faire maintenant. Nous sommes

un peu limités jusqu'à ce que la proposition soit donnée au NTIA et sur ce qu'on peut faire après. Ce n'est pas simplement une question de ressources; c'est une limitation contractuelle sur ce que nous pouvons faire aujourd'hui par rapport à ce que nous pourrions faire par la suite, après l'accord du NTIA. Il y a aussi des implications politiques. Si nous semblons mettre en application cette transition avant qu'elle ne soit approuvée, nous devons équilibrer ces deux parties. C'est la vue en général. Si vous voulez des détails, je peux demander à Trang de vous expliquer les éléments de ce processus et de voir comment il planifie travailler avec le CCWG et le CWG.

BYRON HOLLAND :

Je pense que ça nous aiderait énormément.

FADI CHEHADE :

Trang Nguyen, notre directeur responsable de l'office du bureau des programmes.

TRANG NGUYEN :

Merci, Fadi. Du côté de la mise en application, en travaillant avec le CCWG et le CWG à travers la phase de mise en application, nous commençons maintenant à la réunion de Dublin à participer avec le leadership de l'ICG, CCWG et

l'équipe CRIPS et aussi avec l'équipe IANAPLAN et l'équipe CCWG pour discuter de comment nous allons continuer à participer avec eux durant la phase de mise en application. Pour comprendre quelles sont leurs demandes quand il s'agit de leur contrôle sur les besoins de rapport. Nous avons besoin de clarification sur certains éléments et déclarations que nous avons faits. Nous travaillons toujours avec eux pour essayer de clarifier tous ces points.

Comme Fadi l'a dit, nous sommes dans une phase de préparation administrative. Nous commençons à regarder certains éléments de la proposition, des choses que nous allons avoir à mettre en œuvre et nous essayons de voir si nous pouvons mettre une chronologie en place. Nous avons une réunion demain après-midi où nous allons parler de cette chronologie, de ce calendrier avec vous.

C'est le travail que nous avons fait jusqu'à maintenant dans ce travail sur les phases de préparation administrative, de voir ce que nous devons mettre en place et d'essayer d'identifier un calendrier, les ressources de personnel et de voir ce que nous allons faire pour pouvoir participer avec la communauté pour voir ce que nous allons continuer à travailler avec la communauté dans cette phase de mise en application.

FADI CHEHADE :

Le plus rapidement possible, la communauté nous donne sa proposition, le plus rapidement nous pourrions faire les choses. Comme ça, nous pourrions avantager le calendrier. Si le calendrier de la communauté est plus rapide, nous pourrions amener le contrat au gouvernement « sunset ». Donc, au 30 septembre, si nous pouvions livrer cela... Tous les jours quand vous nous donnez des informations, cela aide au calendrier (à la date butoir).

STEVE CROCKER :

Au niveau du conseil d'administration, pour la forme au moins, tous les changements au statut qui demandent des réactions formelles à nos processus qui sont en place, il faut faire une version préliminaire des statuts, faire passer les résolutions. Cela doit être ajusté à cause de circonstances particulières que nous avons maintenant. D'habitude, nous passons des résolutions qui suggèrent qu'il faut mettre les versions préliminaires devant des périodes de commentaires. Ça ne sera pas forcément nécessaire puisque nous avons un calendrier. La condition formelle que nous avons pour adopter les statuts, certains de ces changements de statut ne nécessitent pas une mise en application. Nous devons en expliquer les processus.

Donc, il y a beaucoup d'attention qui est placée là-dessus. Il y en aura encore plus dès que tous les détails seront clairs.

Ce que je trouve, moi, inquiétant – je parle de mon opinion – c'est qu'on va devoir vraiment détailler les statuts en question en tant que documents, c'est quelque chose qui a évolué avec le temps. Ce n'est pas vraiment un ensemble très bien fait. Moi, à mon avis, il y a plein de choses qui vont être faites à ce sujet-là et ça va devenir encore plus compliqué et encore moins bien huilé. J'espère qu'on aura la chance de le faire sans être agressifs. On va pouvoir mettre un peu de couleurs dans ces statuts. Nous avons des éléments dans les statuts qui mettent des obligations sur ces organisations qui sont en dehors de l'ICANN. Pour moi, ça représente des morceaux cassés de notre affaire. On ne peut pas passer des lois qui s'appliquent à d'autres personnes sans avoir des intentions de les mettre en application. Donc, il y a des erreurs qui me font peur. Je vois que Fadi veut parler.

FADI CHEHADE :

Oui, un dernier commentaire et c'est important parce que c'est un changement. Nous pensons que nous devrions avoir à ce que les statuts soient écrits et complétés dans la

proposition que nous envoyons au gouvernement américain. Cette requête a été, maintenant, relaxée – disons arrêtée. Nous pouvons livrer cette proposition au gouvernement américain sans que tous les statuts soient à l'écrit. Ce qui veut dire que nous avons pu relaxer un peu les demandes, les requêtes qui avaient été faites. Nous pouvons peut-être passer alors par des PDP. Si le conseil d'administration décide de mettre les statuts en période de commentaires publics, après que nous livrions la proposition au gouvernement américain. Pour ceux qui n'ont pas suivi le calendrier de façon très précise : si le président du CCWG et les rapporteurs vont peut-être être les héros que nous souhaitons et vont livrer cette proposition. Je ne vous mets pas la pression, mais s'ils livrent la proposition vers la communauté en novembre – donc en décembre, les organisations membres pourraient la lire – et nous pourrions livrer cela au gouvernement américain avant la fin de l'année, si nous faisons cela. Même après ça, nous pourrions avoir une période de commentaires avec les changements des statuts. Cela enlèverait un peu la pression que nous avons auparavant. C'est juste pour clarifier les choses : j'espère que cela va pouvoir vous aider.

JORDAN CARTER :

Je suis Jordan Carter de .NZ et un des participants du CCWG. Je voudrais parler de notre travail. Quand on parle de la mise en œuvre, quand on met en œuvre une proposition dans le modèle multipartite, souvent il faut travailler avec d'autres organes. Quand quelqu'un met en place des demandes, on a une mise en œuvre qui doit être compressée dans une certaine chronologie. Je me demande : Est-ce que vous pouvez partager des étapes et intentions concrètes que vous avez dans votre approche dans la mise en application de ce projet ? Comment est-ce que vous restez en contact avec tous les groupes qui ont développé des propositions et que vous vous assurez que cette mise en application soit faite en bonne foi.

STEVE CROCKER :

Nous avons un bureau avec votre nom au-dessus, à Los Angeles, pour que vous soyez en résidence permanente pour surveiller ce processus de mise en application.

JORDAN CARTER :

C'est le nom de Mathieu, pas le mien.

TRANG NGUYEN :

Oui, Jordan. C'est ce que nous essayons d'établir avec ces réunions dans lesquelles nous parlons avec les équipes de

leadership de la communauté. Nous avons eu des conversations préliminaires avec Jonathan et Lise en ce qui concerne la proposition CWG. Nous allons continuer à travailler avec eux. Nous n'avons pas encore commencé à parler de la phase de mise en œuvre et comment est-ce qu'ils vont rester intacts, quels sous-groupes vont être mis en place, quelles sont leurs limitations, quels rôles ils vont avoir. Nous avons commencé les conversations avec eux. Ainsi, ils peuvent eux-mêmes avoir leurs conversations avec leur équipe respective.

Nous voulons que ce processus de mise en œuvre puisse être en collectif avec les communautés. La dernière chose que nous voulons, c'est faire quelque chose et que cinq ou six mois après, nous faire dire que ce n'était pas la direction que nous aurions dû prendre. Nous voulons travailler, dès le départ, le plus possible avec la communauté.

BRUCE TONKIN :

Merci. J'ai essayé de voir en quoi il y avait un dédoublement. Par rapport à la NTIA, je pense qu'il y a un processus qui va impliquer moins de travail. Pendant ce processus, on va pouvoir travailler sur la redéfinition des statuts. Tant qu'on n'a pas finalement signé ces

changements de statuts, on ne va pas pouvoir le faire. Il faudrait que ce soit fait avant la soumission de notre rapport. Il faut que ces changements de statuts soient faits avant.

Pour revenir au commentaire de Jordan, ce qu'on fait d'habitude du point de vue de la gestion d'un projet : on constitue un groupe de direction qui s'occupe de la mise en œuvre. Par exemple, pour les statuts, vous auriez besoin d'un groupe directeur – je sais que le CCWG y travaille déjà – pour examiner ces changements de statuts au fur et à mesure que vous allez avancer sur la mise en œuvre de la transition IANA.

Donc, il va falloir certainement constituer un groupe de direction avec les membres de la communauté et voir s'il y a des précisions à apporter.

BYRON HOLLAND :

Merci. Je pense que c'est une précision importante par rapport à cette question du dédoublement.

Erika ?

ERIKA MANN :

J'aimerais savoir si vous avez une nouvelle préoccupation sur de nouvelles questions qui auraient émergées et dans cette nouvelle étape. J'aimerais savoir si vous pensez qu'il y a de nouvelles questions que l'on devrait prendre en considération.

BYRON HOLLAND :

C'est une excellente question. Malheureusement, nous n'avons pas encore eu notre réunion de l'unité constitutive, donc nous n'avons pas encore notre programme nécessaire pour parler au nom de la communauté.

Je ne suis pas en position de dire clairement ce qu'a dit la communauté, mais, clairement, il y a l'idée générale selon laquelle on pourrait avancer vers un modèle de désignateur. Je ne veux pas m'avancer sur les résultats, mais j'ai l'impression que c'est ce qui, éventuellement – ce que j'ai entendu. Je n'ai pas entendu de fortes résistances par rapport à cela, par rapport à l'applicabilité de ce type de modèle.

Bien entendu, il y a encore des aspects de la question et des problèmes à régler. Encore une fois, je n'ai pas entendu d'objections fortes par rapport au chemin à suivre.

Je le répète : nous n'avons pas encore eu la réunion de notre unité constitutive.

ERIKA MANN :

Est-ce que nous avons le temps pour une autre question ? Sera-t-il possible, lorsque vous aurez votre réunion d'unité constitutive et que vous aurez entendu les différents points de vue, serait-il possible d'avoir une indication claire des préoccupations par rapport aux différentes options ou des autres questions qui pourraient surgir ?

Parce que, tout le monde ne peut pas forcément participer et être dans la salle.

CHRIS DISSPAIN :

Oui, nous allons être là, avec Mike, pratiquement tout l'après-midi et nous vous ferons rapport ensuite.

BYRON HOLLAND :

Mike et Chris vont nous rejoindre plus tard dans l'après-midi. Donc, notre réunion, aujourd'hui et demain, va être dédiée à cette question. Sachez que Mike et Chris vont nous rejoindre demain après-midi.

Y a-t-il d'autres questions ou commentaires sur cela ?

Je sais que nous avons encore quelques minutes à notre disposition puisque cette séance s'achève à 10h45. Y a-t-il d'autres commentaires ?

Vous n'avez pas d'autres questions ou commentaires à faire ? Ce n'est pas le cas.

Nous allons lever la séance.

J'aimerais simplement souligner que nous avons quelques nouveaux membres à la ccNSO : Alejandra Reynoso. Où êtes-vous ? Là-bas. Bienvenue.

[Applaudissements]

Et Christelle Vaval, membre nommé par NomCom.

[Applaudissements]

Également, un très ancien membre a présenté sa démission : Chris Disspain va nous en parler.

CHRIS DISSPAIN :

Oui, Martin, je vous vois au fond de la salle. Il a décidé de se retirer du monde des ccTLD. Il a décidé de se consacrer à sa vie privée.

Keith doit aussi rester un petit peu plus longtemps en raison de l'ICG. On a travaillé depuis très longtemps

ensemble. J'aimerais le remercier, parce qu'il quitte son poste au sein du conseil.

[Applaudissements]

Enfin, ce matin, j'ai appris que Dotty Sparks a décidé de renoncer à son poste à la ccNSO. Je la connais depuis 15 ans, depuis 2000. Elle est l'une des fondatrices de la ccNSO, l'une des personnes qui, dès le début à mes côtés et aux côtés de Bart et Bernie, s'est engagée. C'était une mère pour nous. Comme toute mère, elle nous donnait de l'amour, de la sagesse. On l'aimait beaucoup et je suis vraiment triste qu'elle nous quitte. Merci beaucoup, Dotty.

[Applaudissements]

BYRON HOLLAND :

Merci beaucoup.

S'il n'y a pas d'autres questions ou commentaires, nous allons lever cette séance. Merci.

STEVE CROCKER :

Merci Byron et merci à tous.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]